

ARRÊTÉ DCAT/BEPE/N° 125

du 06 JUL. 2021

Mettant en demeure la société SUEZ RV LORRAINE de respecter certaines prescriptions pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Fameck, en application de l'article L 171-87-I du code de l'environnement.

Le Préfet de la Moselle,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le Livre I, Titre 7 du code de l'environnement, et notamment son article L.171-8-I ;

Vu l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2714 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent TOUVET, préfet de la Moselle ;

VU l'arrêté DCL n°2020-A-93 du 31 décembre 2020 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier DELCAYROU, secrétaire général de la préfecture de la moselle ;

VU l'arrêté DCL n°2021-A-23 du 7 mai 2021 portant organisation des suppléances des sous-préfets dans le département de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2006-AG/2-77 du 17 février 2006 autorisant la société LORVAL à exploiter un centre de tri de déchets industriels à FAMECK ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 14 juin 2021 relatif à la visite réalisée le 22 avril 2021 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été notifié le 18 juin 2021 ;

Considérant que lors de la visite du 22 avril 2021, l'exploitant a déclaré à l'inspection des installations classées que le désarmement des Robinets d'Incendie Armés (RIA) :

- reste la procédure de protection de ces matériels contre le gel hivernal ;
- sera maintenu pour l'ensemble du réseau de RIA du site, hormis pour les RIA dédiés à l'activité du centre de tri pour lesquels l'exploitant envisage de mettre en place des traceurs électriques afin de les protéger des casses dues au gel ;

Considérant que cette mesure de désarmement des RIA nuit à la rapidité de mise en œuvre des moyens des services de lutte contre l'incendie ;

Considérant en conséquence que les dispositions de l'article 34 de l'arrêté préfectoral n°2006-AG/2-77 du 17 février 2006 susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que le non-respect de ces dispositions est de nature à engendrer des dangers pour les intérêts visés à l'article L.511.1 du code de l'environnement, notamment en matière de risque incendie ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

ARRÊTE

Article premier :

La société SUEZ RV LORRAINE, dont le siège social est situé à METZ (57 000) – 5 rue des drapiers, est mise en demeure de respecter, pour ses activités de tri de déchets industriels et de regroupement, de tri et conditionnement de papiers, cartons et d'emballages ménagers situées à FAMECK – 11 Boucle des dinandiers, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'article 34 de l'arrêté préfectoral n°2006-AG/2-77 du 17 février 2006 susvisé, pour ce qui concerne la disponibilité en tout temps des RIA soumis à ces dispositions :

- *« Les moyens de lutte contre l'incendie, conformes aux normes en vigueur, comportent au minimum : [...] des robinets d'incendie armés répartis dans les locaux et situés à proximité des issues ; [...] Ils sont protégés du gel ; [...] »*
- *Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des équipes d'intervention. »*

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

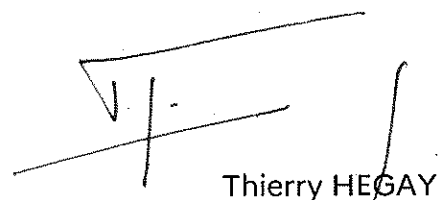
Article 3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SUEZ RV LORRAINE.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de Fameck et à M. le sous-préfet de Thionville.

A METZ, le 06 JUL. 2021

Pour le préfet,
le secrétaire général par intérim,



Thierry HEGAY

« En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée».

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

1-16